

Un **DOSSIER** de

Dialogue

Organe de l'asbl « Dialogue des Peuples »

Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvions.



La balkanisation de la RDC

Juillet 2011

La balkanisation de la RDC

Par Guy De Boeck

Le mot « balkanisation » est employé assez fréquemment par certains commentateurs de l'actualité, africaine en général et congolaise en particulier, pour qualifier des plans ou des intentions dont le point commun est la mainmise économique – appuyée plus ou moins par une mainmise politique – sur des zones intéressantes du continent africain, au détriment de l'état censé y exercer sa souveraineté.

Dans sa version la plus élaborée, le discours sur la « balkanisation du Congo » dénonce l'existence d'un véritable plan concerté entre les puissances économiques dominantes du monde, d'après lequel, derrière la face apparente de l'histoire, se déroulerait inexorablement un plan jalonné par les dates d'un « agenda caché ». Chez les auteurs les plus imaginatifs, cela aboutit presque à *Matrix* ou à *L'Envers de l'Histoire contemporaine*, où ne manquent même ni l'inévitable « conspiration maçonnique », ni les références aux puissances occultes.

Y a-t-il quelque chose derrière cette littérature ou est-ce à la manifestation africaine du goût, fort développé ces dernières années, pour tout ce qui relève de la « *Théorie du Complot* » ?

Le mot est-il bien choisi ?



Les Balkans ou la péninsule balkanique, d'après le Grand Balkan, chaîne de montagne de Serbie et de Bulgarie, sont une région du sud-est de l'Europe.

Au cours du XIX^e siècle, époque de splendeur de tous les nationalismes, cette région échappe de plus en plus à l'empire turc agonisant, cependant que ni le brinquebalant empire autrichien, ni le rétrograde empire des tsars ne parviennent à y prendre une

emprise durable.

La notion politique de **balkanisation**, dérivée de ce toponyme, est utilisée pour la première fois par un Allemand, Walther Rathenau, en septembre 1918, dans une interview publiée par le *New York Times*, sans pour autant renvoyer explicitement aux réalités du sud-est de l'Europe (i-e : les Balkans). Le mot rentre finalement de façon durable dans le vocabulaire politique après l'adoption des traités consécutifs à la Première Guerre mondiale, pour désigner le processus de morcellement d'unités politiques et géographiques d'une certaine étendue, qui existaient auparavant, en une multitude d'États plus petits, à la viabilité plus ou moins précaire, afin de profiter des divisions ainsi créées pour en diminuer la puissance et les

manipuler. Il est d'ailleurs un fait historique que les états balkaniques (au sens propre) ont été l'objet de menées incessantes de divers services secrets.

Ce rapprochement terminologique du processus de fragmentation politique avec les particularités de cette région de l'Europe est devenu une représentation courante.

Un fait saute aux yeux. Les faits balkaniques – au sens propre - auxquels on se réfère sont avant tout de nature politique et font appel, chez les peuples manipulés, au nationalisme, notion elle aussi politique. L'intérêt stratégique de la région (surtout au début du XX^e siècle où elle était immédiatement voisine de l'URSS) est bien plus évident que son intérêt économique. Affaiblissement et manipulation se font à l'aide d'un seul et même levier : susciter et encourager particularismes et micro-nationalismes pour découper un grand ensemble en de multiples ensembles plus petits, mais ayant chacun tous les attributs d'un état. Tout au long du XIX^e siècle, au cours duquel les états nouveaux créés par découpage d'empires plurinationaux furent tous des monarchies, on alla même jusqu'à leur fournir, en chair et en os, l'un de ces attributs : le roi lui-même, en la personne de quelque rejeton désœuvré d'une dynastie allemande (Grèce, Bulgarie).

L'exploitation, dans le même but, d'un état de grande taille mais impuissant, qui a pourtant été utilisé maintes fois par les puissances occidentales durant leur longue carrière impérialiste, coloniale ou néocoloniale, n'entre jamais en ligne de compte dans la balkanisation au sens premier du terme.

L'une des victimes de la politique de balkanisation fut l'Empire austro-hongrois des Habsbourg. Celui-ci apparaissait en effet, dans l'Europe très nationaliste du XIX^e siècle, comme une aberration. Ses défenseurs se plaisaient alors à souligner que la Double Monarchie avait deux avantages. Cet Empire regroupait toutes les nationalités traditionnellement catholiques de l'Europe centrale et des Balkans (argument assez faible en cette époque marquée aussi fortement par l'esprit laïque) et il faisait, par son étendue, l'unité économique du bassin du Danube. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ce fait parce que la RDC a été créée par la Conférence de Berlin de 1884/85, qui est connue presque universellement comme « le Partage de l'Afrique », mais qui avait comme finalité officielle d'organiser la liberté de navigation sur les fleuves africains, notamment le Congo. Le cours des fleuves était à l'époque à peu près tout ce que l'on connaissait de l'Afrique centrale (et encore !) et il est certain que la création de cet état répondit pour une part à une préoccupation du même genre¹.

Comme on le voit, non seulement la technique existe toujours, mais les argumentaires n'ont guère changé.

Nationalismes

La balkanisation au sens strict (je veux dire, celle du sud-est européen) avait pour levier idéologique le nationalisme, et même parfois le micro-nationalisme. Mais celui-ci se rattachait en général à une mouvance internationale qui se présentait, même si cela peut sembler paradoxal, comme une sorte « d'internationale du nationalisme ». Par là, un mouvement nationaliste se trouvait sous l'influence d'une des puissances européennes dominantes de l'époque et, par là, dans la sphère d'action de sa diplomatie, y compris ses services plus ou

¹ Détail anecdotique, l'épouse de Léopold II, la Reine Marie-Thérèse, était une princesse autrichienne. Il est notoire que ce fut un mariage exécrable et elle ne fut certainement en rien « l'inspiratrice » de son mari. Je veux simplement faire remarquer que Léopold II connaissait bien l'Autriche et que l'idée d'un état ethniquement bigarré faisant l'unité d'un bassin fluvial lui était familière.

moins secrets. Le XIX^e siècle est aussi l'époque où apparaissent les mouvements « pan » rattachés à des identités ethniques, comme le pangermanisme ou le panslavisme. Dans le cas des Balkans, c'est bien sûr le dernier nommé qui sera surtout en cause avec, derrière lui, l'action plus en moins discrète de l'empire russe.

Ici apparaissent la notion de « complot » et les fameux « agendas cachés » car, bien sûr, la grande puissance qui parrainait un mouvement national et la base de ce mouvement sur le terrain avaient souvent des objectifs pour le moins divergents.

Différences

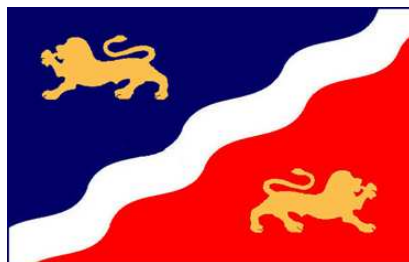
Il faut souligner que la balkanisation, au sens premier et telle qu'elle fut pratiquée dans les contrées balkaniques et plus généralement dans l'Est européen, crée certes des désordres, des guerres et facilite toutes sortes de manipulations, mais que, même créatrice de maint désordre, elle n'est pas synonyme d'anarchie. Celle-ci, en effet, signifie l'absence d'autorité, le manque d'état.

Or, dans la balkanisation, puisque l'on crée, là où il n'y avait qu'un état (en général déjà pas bien grand), une mosaïque de mini-états, il y a donc prolifération d'états, d'autorités et même concurrence et conflits violents entre eux. Chacune des pièces du « puzzle » découlant du découpage se dotera autant que possible des attributs de l'état : drapeau, gouvernement, monnaie, administration, armée. Il y aurait donc plutôt une surabondance d'états qu'un manque. Les ennuis des habitants de zones contestées viendront fondamentalement de ce que deux états (ou plus !) prétendent exercer leur autorité sur eux et recourent à la force pour imposer leur point de vue.

Certains faits qui se produisent dans le contexte africain dit de « balkanisation » présentent les caractéristiques que je viens de décrire. Mais il s'agit surtout des tentatives de Sécession qui, parmi les causes de trouble en Afrique, sont en fait très minitaires.

Le document qui suit, repris tel quel sur Internet, annonce bien la création (sur papier) d'un état doté de tous les attributs de la souveraineté.

Un exemple de balkanisation « simple » : la République Unie du Kivu



LA VISION DE L'AVENIR REPUBLIQUE UNIE DU KIVU

Lettre adressée à la population du Kivu

Ce qui se produira après notre indépendance

L'entrée de l'Armée Nationale de Libération du Kivu à Bukavu sera un développement nécessaire pour assurer la défense et la protection de tous les citoyens du Kivu. Les forces nationales du Kivu formeront la Force de la Police Nationale du Kivu.

Le gouvernement de la République Unie du Kivu élu par le Parlement du Kivu tiendra des élections démocratiques dans les 3 mois avec l'aide de la société civile et religieuse pour élire tout organe/post/office d'administration de l'Etat. Tout citoyen du Kivu de plus de 18 ans pourra servir dans

n'importe quel bureau de l'Etat.

Les élections seront libres et transparentes, et chaque électeur aura le droit d'élire la personne de son choix. La République Unie du Kivu a son propre Parlement où chaque citoyen, cité, village, ville, aura le droit d'élire son propre candidat au Parlement.

Les Kivutiens auront le droit de proposer, voter, et faire leurs propres lois qui mènent à la bonne administration du gouvernement où toute la population du Kivu est représentée. L'Etat et l'Autorité de la République Unie du Kivu garantiront la prospérité de la nation.

L'éradication de la pauvreté dans le Kivu sera une priorité. Le bien-être de la population, son éducation, ses soins de santé ainsi que les services sociaux seront aussi la préoccupation de l'autorité de l'Etat du Kivu

L'éducation de chaque Kivutien est très importante. Chaque Kivutien recevra la meilleure éducation et aura un choix à faire quant à son niveau d'étude. Le gouvernement de la République Unie du Kivu donnera tout son appui à chaque Kivutien qui souhaite parfaire son éducation. Le gouvernement construira des hôpitaux dans toutes les villes et les villages. Dans les petites villes, il établira des Centres médicaux au profit de la population.

Tous les services de santé publique seront gratuits pour la population du Kivu. L'enseignement primaire, secondaire, universitaire sera libre à chaque Kivutien sans exception de l'âge. Tout Kivutien qui souhaitera continuer sa formation sera sponsorisé par le gouvernement.

1. - Les jeunes Kivutiens auront la garantie pour continuer leurs études et la garantie d'un travail à la fin des études. Le gouvernement de la République Unie du Kivu établira un salaire minimum de \$10.000 USD par an.

2. - À la population active adulte

La garantie du travail et du soutien à la formation professionnelle continue et, à tous, l'occasion de continuer leur éducation plus permanente seront accordés.

Aux familles qui ont des enfants, le gouvernement de la République Unie du Kivu soutiendra ceux qui auront besoin d'aide et d'assistance en formant le département des services sociaux.

3. - Aux personnes âgées de plus de 60 ans, le gouvernement de la République Unie du Kivu assurera une vie digne et commode et leur traitement médical. Les hôpitaux seront progressivement dotés d'équipements modernes.

Notre devoir en tant que Kivutiens

1. - Notre obligation

Aider dans la libération de notre nation, la République Unie du Kivu. C'est le devoir et l'obligation de chaque Kivutien de combattre et contribuer pour son auto-détermination, pour sa dignité d'être humain, et pour l'indépendance de sa nation.

En novembre, la politique du gouvernement de libération de la République Unie du Kivu sera sur l'offensive. Il y aura des offensives importantes par l'armée nationale du Kivu pour assurer la libération totale et complète du Kivu. Il est également de notre devoir comme Kivutiens de maintenir notre identité culturelle nationale et ainsi que notre langue vivante. Chaque Kivutien doit avoir la fierté de son pays, sa culture, ses traditions et ses coutumes.

2. - Nos Droits

Chaque Kivutien aura ses propres droits en tant que citoyen de la République Unie du Kivu comme stipulé et protégé par la constitution de la République Unie du Kivu.

3.-Notre comportement en face de l'ennemi

Nous, Kivutiens ne pourrons jamais faire confiance ou croire quelque chose que notre ennemi pourrait

dire. En présence de nos ennemis nous devons être prudents et vigilants tout en nous rendant compte que toute chose que nous pourrions dire pourrait aussi être utilisée par l'ennemi contre nous et ceci dans le but de compromettre l'indépendance du Kivu. L'attention et le silence sont un meilleur comportement qu'un Kivutien pourrait avoir en présence de nos ennemis.

4. - Le comportement vis-à-vis des Étrangers

Le comportement d'un Kivutien quant en présence d'un Étranger doit être de la discrétion et du secret.

Explication de la création de la Banque Fédérale du Kivu

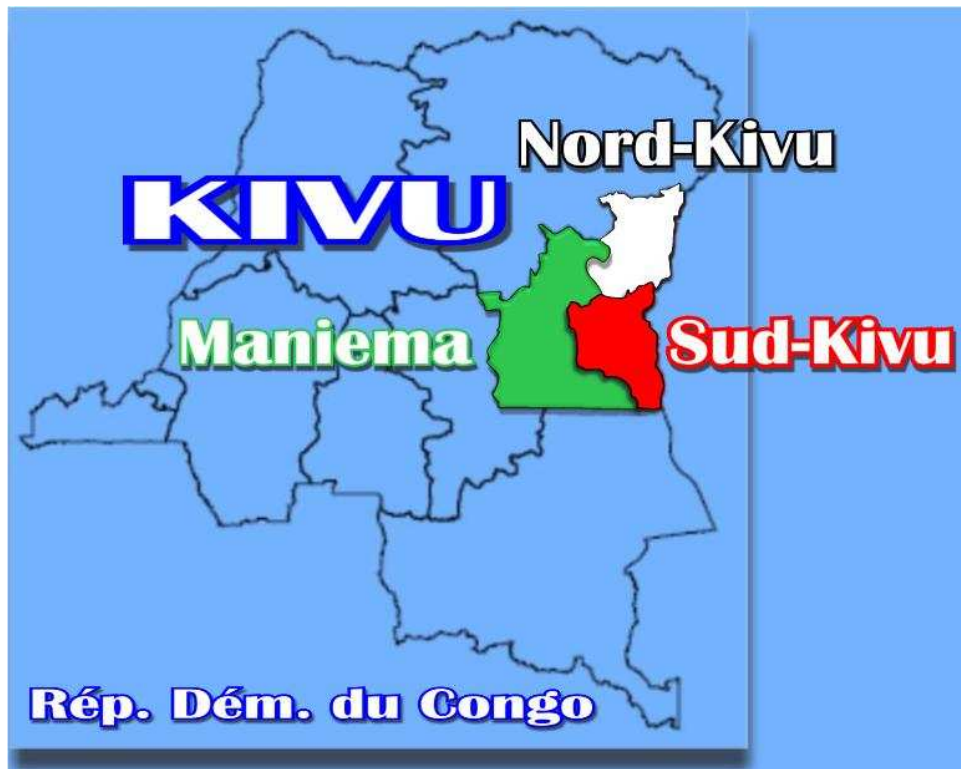
La Banque Fédérale du Kivu a été créée par l'Acte Présidentiel en date du 5 Juillet 2007. Le but de la création de cette banque est lié à la nécessité de doter à la Nation du Kivu d'une organisation pouvant administrer sa richesse.

Par ailleurs, la mission de cette Banque est de fournir à la nation du Kivu une redistribution juste, démocratique et équitable de ses richesses à tous ses citoyens.

La création de la monnaie nationale du Kivu "Panda" avec la valeur du 1Panda équivalente à \$1 USD

Elie-Désiré Atawale

Président élu du Parlement du Kivu



Les « éléphants malades »

Soit concurremment avec la balkanisation, soit un peu auparavant, les puissances occidentales usèrent d'une autre technique pour dépecer les empires qui se portaient mal (Turquie, Chine). Cette autre méthode consistait à amputer les « éléphants malades », non plus d'entités territoriales pour des raisons ethniques, mais bien de secteurs économiques entiers, sous des prétextes à la fois financiers et techniques. Cela mérite une attention spéciale, du fait de l'extrême modernité de cette méthode. En lisant une description, on croirait prendre connaissance de faits actuels, à ceci près que les acteurs étrangers y sont alors des banquiers et des pays précis et non, comme aujourd'hui, des organismes internationaux dépendant de l'ONU et les institutions de Bretton-Woods.

Le schéma est à peu près celui-ci. Un « éléphant malade » s'endette à l'extérieur, c'est-à-dire auprès de banques européennes. Bien sûr, ce recours au crédit est en partie dépensé à d'inutiles dépenses somptuaires², mais il est souvent consacré pour une part à des choses réellement utiles, comme l'éducation et la création d'écoles, le développement d'une infrastructure moderne de transport, l'équipement d'une armée adaptée à la guerre contemporaine, en un mot à des dépenses qui, sur des fronts divers, étaient des mesures défensives contre des intentions occidentales dont on soupçonnait la nature coloniale. Vient le jour où « l'éléphant » se trouve dans l'incapacité d'honorer les créances de sa dette. Pas de panique ! En tous cas pas pour le banquier, qui est bien sûr de mèche avec son gouvernement et qui lorgne tel ou tel secteur de l'économie du « malade » d'un œil avide et colonisateur. Un accord « amiable » est alors conclu entre « l'éléphant » (qui n'a pas le choix, ayant le couteau sur la gorge), la banque et le gouvernement du pays de celle-ci, intéressé... au deux sans du terme. Cet accord stipule qu'un certain secteur économique (ex : la perception des impôts, l'exploitation de certaines mines ou autres produits, la construction et l'exploitation des chemins de fer, la perception des douanes et accises...), sera désormais assurée sur le plan technique, au nom de « l'éléphant malade », par des fonctionnaires du pays européen (y compris quelques militaires car il faut penser aux cas où la violence serait nécessaire) assistés de quelques employés représentant la banque, laquelle bénéficiera du produit de l'opération, jusqu'à concurrence du remboursement intégral de sa créance, augmentée des intérêts. Cette opération peut se répéter plusieurs fois et, dans certains cas, aboutit finalement à la colonisation pure et simple, ou à la situation de protectorat, qui n'est au fond qu'une colonisation moins humiliante pour le colonisé, dans la mesure où il conserve sur le papier une souveraineté... dont le colonisateur exerce à sa place tous les attributs.

Un exemple, d'une limpidité adamantine, est la mainmise française sur le Maroc. Le 8 avril 1904, l'Angleterre a reconnu à la France, pour la sécurité des frontières algériennes, le droit de « veiller à la tranquillité intérieure du Maroc » et même - l'idiome diplomatique excelle à couvrir de formules bénignes des réalités plus sévères - de « prêter au gouvernement marocain l'appui dont il peut avoir besoin, pour la réorganisation de son administration, de ses finances et de son armée ». Et déjà la Banque de Paris et des Pays-Bas a ouvert au sultan un généreux emprunt qui lui procure, d'un coup, de précieuses liquidités; mais cet emprunt est gagé par ce que rapportent les douanes marocaines³ et, en février 1906, le gouvernement français retirera au sultan l'exercice du contrôle douanier. Comme la principale ressource d'Àbd al-Aziz lui vient précisément des douanes, force lui sera de trouver de l'argent ailleurs, c'est-à-dire dans un alourdissement des impôts, ce qui n'ira pas sans difficultés; des tribus se révolteront; dès lors, c'est la « tranquillité intérieure » du Maroc



² Les maharajahs indiens sont certainement parmi les souverains exotiques qui ont la réputation la plus détestable en ce qui concerne les sommes pharamineuses englouties en dépenses de luxe. On se complait à nous énumérer complaisamment leurs fantaisies les plus coûteuses : robinetterie en or, écuries pléthoriques et fastueuses de chevaux et d'éléphants, trains électriques miniatures ou limousines carrossés en métaux précieux incrustés de gemmes, etc... Mais on ne nous informe jamais de ce que, par rapport aux parties de l'Inde administrées directement par le colonisateur anglais, « l'Inde des Princes », c'est-à-dire les parties du pays administrées par les maharajahs, avait aussi un budget plus généreux dans des domaines comme la santé, l'éducation et la culture.

³ Un an plus tard, la Paribas sera en mesure d'offrir à sa clientèle des titres de l'emprunt marocain avec 20 % de bénéfice pour elle.

qui appellera, qui exigera une intervention française. Elle aura lieu, et sans douceur excessive...

Le mécanisme est ingénieux. L'accord franco-anglais, en outre, comporte des clauses souterraines : c'est, dans l'ombre, le complet dépeçage du Maroc qui s'y trouve prévu et organisé, les quatre cinquièmes (et davantage), du territoire allant à la France et une petite partie à l'Espagne, - les Espagnols estimant du reste que ce qu'on leur réserve est tout à fait insuffisant. Face à Gibraltar, la zone de Tanger ne sera à personne : internationalisée.

Au bout du compte, le Maroc deviendra un protectorat français.

La Turquie et la Chine feront l'objet de manœuvres du même genre. Mais il s'agit d'un processus lent, procédant par étapes, ce qui en fait, quand « l'éléphant malade » est vraiment une très grosse bête, une affaire de vraiment longue haleine. La première, qui se trouvait dans le camp des perdants en 1918, sera « balkanisée » par les traités qui la terminent et réduite à son territoire actuel : l'Anatolie. La seconde se défendit mieux, dans les dernières années de l'Empire chinois, contre les ingérences occidentales puis fut en butte aux entreprises impérialistes nettement plus brutales du Japon. Bien que celles-ci aient consisté surtout en opérations guerrières dont la brutalité ne l'a cédé en rien aux atrocités coloniales des Européens, il faut constater que la création du Mandchoukouo, par exemple, est bien une entreprise de « balkanisation ».

De plus, cette création reposait sur une opération très comparable à certaines « sécessions » africaines postérieures aux Indépendances : il s'agissait de détacher de la Chine la province de Mandchourie, riche en charbon qui faisait défaut au Japon. De manière analogue, les Britanniques détachèrent l'émirat (pétrolier) de Koweït de l'Irak, état lui-même issu de la balkanisation de l'Empire Ottoman.

Comme on le voit, la balkanisation et la tactique de « l'éléphant malade » peuvent s'employer simultanément. Une fois affaibli par le détournement, au profit de caisses extérieures, du plus clair de ses ressources, l'état « malade » est hors d'état de se défendre contre des menées soit coloniales, soit divisionnistes. J'ai utilisé le mot « éléphant » parce qu'en principe, il faut un état d'une certaine étendue pour qu'il donne prise à la balkanisation car celle-ci suppose que l'on puisse avec quelque vraisemblance proclamer l'existence de plusieurs nationalités sur son territoire. C'est cependant relatif, quand on voit le charcutage auquel on se livre sur l'ex-Yougoslavie.

Les temps changent

Les premières indépendances de pays balkaniques, d'où le mot tire son origine, remontent à plus de 150 ans. Les mœurs diplomatiques et politiques ne sont pas restées stables d'un bout à l'autre de cette période.

En particulier, l'on est passé d'un monde où la souveraineté nationale était quasiment un tabou, même s'il y avait de manière presque incessante de grandes conférences internationales sur toutes les questions d'intérêt planétaire, à un univers où les organisations internationales (mondiales ou régionales) occupent une place prépondérante.

Il convient de remarquer que cela va de pair avec un déficit démocratique. Les états nationaux sont, dans leur écrasante majorité, des démocraties parlementaires. Même si les élections, la propagande, la manipulation de l'information, les coalitions politiques, les interactions entre Parlement et Gouvernement peuvent brouiller les cartes et, dans une certaine mesure, déformer ce qu'ont décidé les électeurs, il ne reste pas moins vrai que cette décision existe. Par contre, les organismes internationaux, depuis les unions régionales, comme l'UE, jusqu'à

ce « Grand Machin » qu'est l'ONU s'il faut en croire De Gaulle, sont des machines bureaucratiques et technocratiques où les rapports de force sont « verrouillés » au profit de certaines puissances et, surtout, aux intérêts d'argent qui se cachent derrière leurs gouvernements.

Si l'on devait imaginer une version contemporaine de ce que nous avons décrit à propos du Maroc en 1904, la principale différence serait sans doute qu'au lieu d'un endettement envers des banquiers français, il serait question du FMI et qu'au lieu d'envoyer le soldat Bidasse d'heureuse mémoire, on aurait vu entrer en scène les Casques bleus. Quant à la nature même de l'opération, il suffit de rappeler la « mise sous tutelle » de la Banque du Zaïre par Erwin Blumenthal du FMI à l'époque de Mobutu pour montrer qu'elle est toujours possible !

Ce qui est intéressant dans la tactique des « éléphants malades », c'est que contrairement à ce qui se disait pour la « balkanisation » classique, on n'évoque pas la force tyrannique et répressive d'un empire (austro-hongrois, ottoman...) pluriethnique écrasant des nationalités opprimées, mais au contraire la faiblesse d'un état obsolète. L'état n'existe plus que sur le papier, il est incapable de rendre aux citoyens les services que l'on en attend.

Il existe une abondante littérature sur l'inexistence des états africains, leur caractère artificiel, les découpages contre nature opérés par la Conférence de Berlin, etc... Il y en a tout autant sur les remèdes que l'on pourrait y apporter, et cela va de l'Union de tous les états d'Afrique, prônée par les panafricanistes comme Nkrumah ou Cheik Anta Diop, ou des suggestions de type fédéral, à la résurrection des états précoloniaux en passant par des suggestions pour intégrer les « nations tribales » dans l'état moderne. L'éventail des auteurs est aussi large au moins que celui des solutions proposées : cela va du scientifique pointu au visionnaire plus ou moins lunatique en passant par toutes les variétés de politiques et de politologies.

Tout ce que l'on a pu écrire sur la « diversité de l'Afrique » ou « les nombreux visages du Congo » a pu, un jour ou l'autre, être utilisé comme argument au profit de projets de « balkanisation ».

Il serait assez vain de vouloir isoler, dans ce vaste *corpus*, un « texte fondateur ». Ce n'est en tous cas pas ce que je prétends faire. Le texte qui suit n'est certainement pas le premier, mais il est radical, puisqu'il prétend constater, tout simplement, que le Congo n'existe pas.



*Berlin, 1885 : Bismarck partage l'Afrique
(caricature d'époque)*

Le Congo ? Ça n'existe pas ! (There Is No Congo)⁴

Le seul moyen d'aider le Congo, c'est de cesser de prétendre qu'il y a un Congo. La Communauté Internationale doit reconnaître un fait, bête et presque brutal ; le Congo n'existe pas.

Toutes les missions de maintien de la paix, envoyés spéciaux, processus d'agences et initiatives diplomatiques qui se basent sur le mythe du Congo – suivant lequel il y aurait dans ce vaste pays un pouvoir souverain – sont vouées à l'échec.

Il est temps que l'on cesse de prétendre le contraire.

Ce qui rend les problèmes du Congo presque toujours insolubles, c'est qu'il s'agit d'un vaste territoire, faiblement peuplé mais regorgeant de richesses naturelles. Etendue presque enclavée au cœur de l'Afrique, le Congo a 67 millions d'habitants répartis entre plus de 200 groupes ethniques. Le pays est frontalier avec neuf autres – dont certains sont parmi les plus faibles du continent.

Un dicton local en Swahili dit « Le Congo est grand – on peut en manger jusqu'à ce qu'on éclate ». Et, en effet, pendant des siècles, c'est précisément ce que les occupants coloniaux, les voisins et même certains Congolais ont fait : dévorer la vaste fortune minérale du Congo sans trop se soucier de la cohésion du pays qu'ils laissaient derrière eux. **Le Congo n'a rien de ce qui fait un état-nation : les interconnexions, un gouvernement qui soit capable d'exercer son autorité jusqu'en des territoires très éloignés de la capitale, une culture partagée qui promeuve l'unité nationale, ou une langue commune. Au lieu de cela, le Congo est devenu une juxtaposition de peuples, de groupes, d'intérêts et de pillards qui, au mieux, coexistent⁵.**

Le Congo d'aujourd'hui est le produit de son histoire mouvementée : un siècle de colonisation brutale, 30 ans marqués par la Guerre Froide et la mauvaise gouvernance de Mobutu, l'allié des Etats-Unis, et 10 ans de guerre après qu'il ait été chassé en 1997. Cette guerre, qui a impliqué beaucoup d'état de l'Afrique australe amena au pouvoir Laurent Kabila, un ex-révolutionnaire ami de Che Guevara. Kabila fut assassiné très peu d'années plus tard, laissant son fils Joseph aux affaires à Kinshasa, la capitale apparente du Congo.

Le jeune Kabila a hérité d'une infrastructure en miettes et d'une faible identité nationale basée plus sur la répression et le népotisme que sur la gouvernance et la fourniture de services de base. Bien qu'il ait gagné les **élections patronnées** internationalement de 2006, il peine toujours à diriger un territoire grand comme ¼ des Etats-Unis, où un sens nébuleux de

⁴ Il s'agit ici de la traduction, mise en ligne le 23.03.09 sur CongoForum, du texte de Jeffrey Herbst & Greg Mills, annoté par G. De Boeck. Jeffrey Herbst est doyen de la Miami University, Ohio. Greg Mills dirige la Brenthurst Foundation, à Johannesburg. Les passages en gras sont soulignés dans le texte original.

⁵ Une seule chose est claire et évidente : il n'y a qu'une seule espèce humaine et elle n'a qu'une patrie : la Terre entière. Traiter Etats, frontières et autres limites et subdivisions arbitraires d'absurde, c'est donc énoncer une évidence et enfoncer une porte ouverte. Mais cette affirmation est vraie pour TOUS les états, pas seulement pour le Congo.

La multiplicité ethnique et culturelle, la complexité linguistique, à l'intérieur d'un même état, sont des caractères à peu près universels en Afrique. Certains arguments pourraient même être retournés. Le Congo a non pas une, mais quatre langues nationales, mais elles sont au moins africaines, alors que d'autres pays ne peuvent communiquer avec l'ensemble de leur population que dans la langue du colonisateur, rarement comprise par tous. Que les extrémités du pays sont loin de Kinshasa, c'est un fait, mais cela montre simplement que le Congo, à l'exemple du Brésil, de la Tanzanie, de la Côte d'Ivoire ou du Nigeria, aurait dû depuis longtemps déplacer sa capitale en un point plus central ! On verra d'ailleurs que les auteurs sont amenés, à plusieurs reprises, à s'inscrire en faux contre leurs propres affirmations !

l'identité congolaise – basé sur le Français, la musique et une histoire commune d'oppressions – **ne s'est pas traduite en allégeance envers l'Etat congolais**⁶.

D'innombrables tentatives de sécessions⁷, y compris celles instiguées par son père, ont transformé le Congo en un ensemble de fiefs ingouvernables n'ayant que des liens ténus avec le centre.

Kabila a peu d'instruments à sa disposition. Il n'y a pas grand-chose qui ressemble à une armée disciplinée ou à une force de police ; elles ont plus pour fonction d'en vivre que de servir la population. Tout comme Mobutu avant lui, **Kabila dépend du patronage pour rester au pouvoir et du revenu des aides internationales et des taxes minières**⁸.

Sur le plan économique, les parties périphériques du Congo sont mieux intégrées avec les états voisins qu'avec le reste du pays. Il est par exemple difficile à quelqu'un qui se trouve à Lubumbashi, la capitale de la province riche en minerais du Katanga à l'extrémité sud-est du pays, de constater que Kinshasa « gouverne ». Aller de L'shi à Johannesburg, en Afrique du Sud, est un voyage de deux jours ; le voyage du Katanga à Kinshasa – a distance à peu près égale – est rarement accompli, ou même envisagé. Le Katanga ayant plus de choses en commun avec ses voisins anglophones du Sud qu'avec Kinshasa⁹, il n'est pas étonnant qu'un ministre zambien l'ait appelé un jour « **la 10^e province de la Zambie** ».

Les voisins du Congo ont appris à ne tenir aucun compte de sa souveraineté.¹⁰

L'incapacité du gouvernement congolais à contrôler son propre territoire a eu pour résultat l'une des plus longues et des plus violentes guerres du monde. Environ 4 millions de personnes ont trouvé la mort entre 2000 et 2004 — et ce n'était là qu'un épisode de la guerre qui se poursuit. La Guerre a amené le pillage des populations civiles par les diverses armées, la destruction du système de transport et du système de culture du pays et l'effondrement de ce qu'il pouvait y avoir comme

⁶ Cela prouve simplement le caractère artificiel et imposé des élections, et le bien-fondé de l'opinion de Laurent Kabila « *Nous ne devons organiser des élections que quand le Congo pourra les organiser et les financer lui-même. Si nous les laissons financer par l'étranger, ils croiront pouvoir acheter et nos votes, et notre âme* ».

⁷ Il y a eu dans l'histoire du Congo DEUX tentatives de sécession, dans les années '60, celle du Katanga, et celle, qui lui était subordonnée, du Sud Kasai. Durant d'autres épisodes violents, le Congo a été divisé, mais divisé entre des factions rivales qui, toutes, prétendaient au pouvoir central sur tout le Congo. Ce fut tout autant le cas pour les gouvernements rivaux de Léopoldville et de Stanleyville dans les années '60, que pour les épisodes plus récents des « rebellions » du MLC et du RCD. Quant à un mouvement sécessionniste qui aurait eu Laurent Kabila pour instigateur, c'est une pure fantaisie ! S'il y a bien une position dans laquelle un homme ne voudra jamais la division du Congo, c'est bien celle de Président (même théorique) ! Les « innombrables » tentatives de sécession sont, ou bien une erreur, ou un mensonge délibéré.

⁸ En effet, le Congo a eu le plus grand tort de continuer une économie coloniale axée sur les mines, plutôt que d'exploiter ses vraies richesses, qui sont hydrologiques et agricole. Leur mise en valeur suppose, toutefois, le maintien de l'unité du pays !

⁹ Ce n'est pas neuf : Léopold II redoutait déjà les visées anglo-saxonnes sur le Katanga. Cela dit, le Katanga congolais et la « copper belt » zambienne sont situées sur un même gisement transfrontalier. Il en a été de même, autrefois, avec un gisement de fer sur lequel se situaient la sidérurgie française en Lorraine, belge à Athus, luxembourgeoise et allemande. Est-ce un argument pour la disparition de ces quatre pays ?

¹⁰ C'est ici que se situe le nœud du sophisme. Toute vulnérabilité peut engendrer la tentation de l'agression, et même le passage à l'acte. Les vieilles dames plutôt fragiles physiquement ont avantage à éviter les rues désertes entre chien et loup, surtout si elles ont avec elles un sac bourré d'argent. Il est légitime de mettre en garde les victimes potentielles contre les risques. Il ne faut cependant pas aller trop loin, et ne pas considérer la victime comme plus coupable encore, par sa fragilité exhibée, que l'agresseur. Or, c'est ce que l'on fait en accusant, pratiquement, le Congo d'être une victime trop tentante !

infrastructure sanitaire.¹¹

Sur le plan international, le Congo est devenu célèbre pour les terribles violences qu'a dû subir sa population civile et pour le large usage qui y a été fait du viol comme méthode de coercition.

Les nombreux combattants du Congo, aujourd'hui, se sentent peu motivés pour la formation d'un pays uni ; ils tirent profit du violent chaos qui permet à tant de monde de piller les ressources du pays .

A la Communauté internationale, la volonté ou les moyens font défaut pour construire un Congo qui fonctionne. Et les voisins ne veulent pas à d'un Congo uni car beaucoup d'entre eux préfèrent avoir affaire à une pléthore de fractions anarchiques où ils peuvent exercer leur influence. Le Rwanda, l'Angola et l'Ouganda¹², par exemple, sont tous intervenus pour protéger leur propre sécurité au cours des dix années écoulées.

Pour remettre de l'ordre, ce pays d'Afrique centrale a été le cadre de l'une des plus grandes opérations de maintien de la paix qu'on ait vues au monde. Plus de 18.400 casques bleus de l'ONU y sont stationnés pour un coût global de \$1.24 milliards. Mais des événements récents ont montré combien leur tâche est impossible¹³.

Au début de cette année¹⁴, les troupes rwandaises sont entrées dans les deux provinces du Kivu, à l'Est du Congo avec la permission de Kinshasa pour y combattre les milices Hutu, résidu du génocide rwandais d'il y a 10 ans¹⁵. Malgré quelques succès militaires, les représailles exercées par les milices Hutu ont coûté la vie à plus d'une centaine de civils.

Les provinces des Kivu ne sont pas les seules régions troublées. Des troubles sporadiques ont eu lieu au Bas-Congo, en Ituri, au Katanga et au Kasai. Lors des négociations de paix de janvier 2008, le gouvernement avait affaire à l'un des plus importants groupes rebelles, mais aussi à une trentaine d'autres milices armées échappant à son contrôle. **Des élections nationales tenues en 2006, pour lesquelles la communauté internationale a dépensé plus d'un milliard de dollars, n'ont guère apporté de remède aux multiples divisions du Congo.**

¹¹ Reconnaissons que ce qui est dit des diverses factions congolaises est assez vrai. Mais notons aussi au passage « la destruction du système de transport et du système de culture du pays et l'effondrement de ce qu'il pouvait y avoir comme infrastructure sanitaire ». Si on a pu détruire, c'est que quelque chose existait ! On ne peut pas prendre à partie, pour une même carence, l'Etat congolais et les états agresseurs.

¹² Il est abusif de mettre dans le même sac les agresseurs, comme le Rwanda et l'Ouganda, et l'Angola qui est intervenu dans la guerre à la demande du gouvernement congolais. Que l'Angola ait eu AUSSI des visées qui lui étaient propres est parfaitement admissible dans la mesure où elles n'entraient pas en conflit avec les intérêts du Congo, alors que les intérêts et les ambitions du Rwanda et de l'Ouganda y étaient parfaitement opposés !

¹³ Evidemment ! puisqu'on s'est mêlé de « maintenir » une paix que l'on n'avait pas d'abord ETABLIE. Elle est impossible parce qu'ils ne sont pas assez nombreux pour le *peacemaking* qui devrait précéder le *peacekeeping*, qu'ils n'ont pas assez de moyens et qu'ils sont de plus entravés par des instructions de leurs gouvernements nationaux, en contradiction avec les ordres de l'ONU. La mission militaire de la MONUC est un échec pour la simple raison que l'on n'a jamais essayé sérieusement, même pas de gagner la guerre, mais de la faire. Il serait logique de parler de *peacemaking* d'abord, de *peacekeeping* ensuite. Mais voilà, le *peacemaking*, sur un terrain dur et difficile, exigerait 500.000 hommes et coûterait de lourdes pertes. L'ONU n'a donc jamais mis en ligne que, tout au plus, 1/25^e des troupes qui auraient été nécessaires.

¹⁴ Le texte a été écrit en 2009.

¹⁵ Comme on le sait, les massacres de 1994 n'ont pas été un génocide ! Et quinze ans après les faits, si l'on tient absolument à parler de « génocidaires », il faudrait parler plutôt de « fils de génocidaires ». Faut-il qu'un document qui se veut une analyse novatrice reprenne à la propagande de Kagame un mensonge éculé ?

Compte tenu de l'immensité de cette tragédie humaine, il est temps de poser la question de savoir si des provinces comme les Kivu ou le Katanga (aussi grandes à elles seules que certains états d'Afrique) connaîtront jamais un meilleur sort tant qu'elles seront soumises à la fiction d'un « Etat Congolais ».

Bien que les états africains reconnaissent les frontières sur le papier, **les voisins du Congo se conduisent comme si de telles lignes n'existaient pas.** La communauté internationale est le seul intervenant qui consacre encore d'importantes ressources à l'idée du Congo uni – avec peu de réponse¹⁶.

Il faudrait imaginer une nouvelle approche dans la recherche de solutions pour le Congo. **L'Occident devrait commencer par faire du développement et de l'ordre en territoire congolais sa priorité numéro 1, plutôt que de se concentrer sur la promotion de l'état congolais.** Cette simple distinction place d'emblée la problématique congolaise sous un nouvel éclairage. Cela signifierait par exemple que les gouvernements étrangers ou les organisations d'aide s'entendraient avec **n'importe quelle autorité de fait contrôlant réellement les lieux plutôt que de continuer à prétendre que Kinshasa contrôle et dirige tout le pays.** Une telle approche ferait sans doute émerger un assez étrange assortiment de gouverneurs, chefs coutumiers, seigneurs de la guerre et autres, plutôt que l'habituelle panoplie de ministres¹⁷. Mais ce ne serait là que le reflet de qui exerce actuellement le pouvoir réel au Congo.

Au lieu de continuer à dépenser des milliards pour recoller ensemble les morceaux du Congo, la communauté internationale devrait considérer régionalement les problèmes politiques et de sécurité¹⁸.

Par exemple, les troubles dans l'Est du Congo ont beaucoup plus à voir avec la insécurité qui perdure au Rwanda qu'avec ce que le gouvernement de Kinshasa peut (ou ne peut pas) faire. Une politique étrangère de sécurité plus réaliste pour l'est du Congo consisterait à donner une haute priorité à la sécurité du Rwanda, étant donné que beaucoup de choses découlent encore du génocide de 1994¹⁹. Redresser cela, c'est contribuer pour une large part à réduire

¹⁶ Nous y voici ! On reconnaît que c'est des voisins que viennent les problèmes, mais c'est au Congo et à son existence dans ses frontières reconnues que l'on s'en prend. L'agresseur a raison d'agresser, le violeur, de violer. La coupable, c'est la fille dont la mini jupe était vraiment trop courte !

¹⁷ Il y a dans ces suggestions du bon et du nouveau. Mais ce qu'il y a de bon n'est pas nouveau, et ce qu'il y a de nouveau n'est pas bon ! Travailler directement avec des partenaires qui sont des instances locales, provinciales ou diocésaines fait depuis longtemps partie de la routine des ONG, en tous cas européennes. Cette pratique pourrait s'étendre aux grandes organisations internationales ou officielles, non pas pour « laisser de côté le Congo inexistant », mais pour éviter d'inutiles, coûteux et paperassiers détours par Kinshasa. Et il serait tout à fait envisageable de tenir mieux compte des chefs coutumiers. Par contre, l'idée d'agir ainsi avec le propos délibéré de faire la nique à Kinshasa et au Congo inexistant, jusqu'à collaborer avec des « seigneurs de la guerre », qui sont en règle générale des comparses des entreprises de prédation rwandaises et ougandaises, est une idée farfelue, non pas au nom d'un quelconque respect de principe pour l'état congolais, mais parce que l'idée même d'une prime à l'abus de la force et à la criminalité heurte le minimum de morale qu'il faut garder partout, même en politique.

¹⁸ Bravo ! Applaudissons ! Cette idée est excellente. Il faut simplement l'appliquer à l'endroit et non, comme le font les auteurs, à l'envers !

¹⁹ Une idée plus réaliste de la situation régionale serait de la considérer comme empoisonnée par les vellétés expansionnistes d'un Rwanda qui n'a aucun problème de sécurité ! Il y a un problème INTERNE rwandais qui peut se résumer ainsi : le FPR de Kagame a refusé de poursuivre les processus de dialogue inter-rwandais qui devait mener à une réforme de l'état. Il a préféré plonger le pays dans une guerre civile au cours de laquelle ont eu lieu les massacres de 1994, qui ont bien fait 800.000 victimes, mais n'ont pas été un génocide. Kagame s'est servi du génocide allégué pour justifier ensuite sa mainmise sur le pays, sa dictature et faire admettre ses

la violence qui hante les Kivu. Cela motiverait aussi les Rwandais à considérer le Congo comme un partenaire naturel de développement et de commerce plutôt que comme un problème de sécurité dont on ne peut avoir qu'une approche unilatérale. Les opérations conjointes Congo/Rwanda, au début de cette année, ont été un pas dans cette direction.

Le Congo est considéré à bon droit comme l'un des résultats les plus pathologiques de la division de l'Afrique par les Européens. C'est peut-être pour cela que les puissances occidentales ont toujours été intimidées par toute idée qui ne se situerait pas dans les frontières fixées en 1885, notamment par le Roi des Belges²⁰.

Même sans parler de la tragédie humaine qui s'y déroule, il y a de bonnes raisons de considérer qu'il est plus urgent que jamais de ramener l'ordre au Congo. Ce pays est comme un tourbillon dans la région, dans le passé, ses troubles ont souvent entraîné avec eux les pays voisins²¹. L'idée même d'un Etat congolais a survécu alors qu'elle a cessé d'être utile

Pour une communauté internationale qui n'a que bien trop longtemps pris ses désirs pour des réalités et a donc repoussé tout pragmatisme, il serait temps de se baser sur la réalité plutôt que sur des fictions diplomatiques.

Jeffrey Herbst & Greg Mills



élections truquées. Il faut que le Rwandais relance son dialogue interne, y compris avec les FDLR, et résolve ses problèmes lui-même. Il cessera alors de déstabiliser la région. D'autre part, les auteurs oublient que le Rwanda a un très grave problème de surpopulation, ce qui l'amène à être non pas simplement hégémoniste, mais annexionniste. Comme sa population est rurale dans sa grande majorité, il lui faut des TERRES. Imaginer que l'on résoudra cela avec du commerce, des investissements et des emplois frontaliers est une illusion très répandue chez les anglo-saxons, qui ne repose sur rien.

²⁰ Le premier état étranger à avoir reconnu l'Etat Indépendant du Congo ont été ... les Etats-Unis d'Amérique, et ils ont été participants à la Conférence de Berlin et signataires de l'Acte de Berlin. Pour autant que la situation découle de la Conférence de Berlin, ils en sont donc tout aussi responsables que les Belges ou les Français.

²¹ Retournement parfait par rapport à la réalité : ce sont au contraire les troubles des voisins qui ont entraîné la RDC dans leur spirale.

Nationalités

La balkanisation, même quand elle se passe loin des Balkans, reste marquée par ses origines, c'est-à-dire par l'Europe du XIX^e siècle, marquée par des nationalismes incandescents. Il faut, pour la justifier, pouvoir mettre en avant une conscience identitaire nationale enfouie et réprimée.

Cela peut mener, comme dans le cas du fractionnement de l'ex-Yougoslavie, à des choses assez cocasses. Comment définir la Bosnie autrement qu'en termes religieux (l'état où les musulmans sont majoritaires) ? Les Kosovars parlent albanais, se sentent albanais et ont d'ailleurs manifesté leur joie de leur indépendance unilatérale en brandissant le drapeau albanais... sans que cela semble beaucoup intéresser, ni même émouvoir Tirana.

Or, la place du nationalisme dans un conflit n'est pas forcément évidente. Européens et Américains ne semblent pas interpréter de la même manière la Guerre de Sécession, que les seconds appellent « Civil War », la « guerre civile ». Cela revient à dire que les Américains – qui sont quand même les principaux intéressés – y ont vu moins une tentative de sécession que l'affrontement violent entre deux conceptions de l'état (fédéralisme contre confédéralisme).

J'ai fait remarquer, à propos de « *There is no Congo* », que les auteurs pratiquaient largement un sophisme qui consiste à faire de tout conflit en Afrique une « guerre de sécession ». Or, dès qu'on y regarde de plus près, on n'en trouve guère !

La RDC a connu deux « sécessions », d'ailleurs simultanées : Katanga et Sud Kasai, dans les années '60. Le Nigéria, une, lors de la fameuse « guerre du Biafra ». Toutes trois correspondent d'ailleurs à des régions riches en matières précieuses, ce qui donne à penser...

La « division » du Soudan n'est en rien une sécession. C'est un épisode comparable à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud : la fin, dans un Soudan devenu indépendant en maintenant en place les inégalités coloniales, de ce régime suranné. Il en va de même de la « partition » de la Côte d'Ivoire après 2002 : le conflit n'était pas entre des « séparatistes » au Nord et des « unitaires » au Sud, mais entre des groupes comprenant différemment la fameuse « ivoirité ». Une guerre civile vise à changer par la force le régime politique d'un pays entier sans en changer la configuration géographique. Le fait que, durant le conflit, le pays soit coupé en deux par la ligne de front ou que les « rebelles » doivent forcément se donner une « capitale provisoire » pour y installer leur administration sont des nécessités pratiques qui ne correspondent à aucune volonté de rendre ces faits définitifs et permanents.

Lorsqu'en juillet 1960 Moïse Tshombe proclama l'indépendance du Katanga, il s'appuya sur trois arguments. L'un est politique, c'est-à-dire qu'il relève de la guerre civile, le second peut être invoqué à l'appui de n'importe quoi, le troisième seul est de nature « sécessionniste ».

Ces arguments sont :

1 – Le Congo de Lumumba est un état communiste et raciste (anti-blanc), idéologies que le Katanga n'accepte pas.

2 - Le Congo est tombé dans l'anarchie, en fait il n'y a plus d'état congolais.

3 - Les colonisateurs n'ont pas trouvé de « Congo » à leur arrivée, mais de multiples états précoloniaux. L'indépendance doit signifier la fin de l'ensemble artificiel « Congo ».

(Ce troisième argument aurait dû mener logiquement à proclamer aussi la fin d'une entité « Katanga » tout aussi artificielle !)

Ce troisième argument repose sur une identité, non démontrée ni même clairement affirmée, mais toujours sous-entendue. **Identité ethnique = nationalité.**

Le raisonnement est « Il n'y a pas de Congo ni de Congolais, parce qu'il y a des Kongo, des Luba, des Tetela, des Mongo, des Azande, des Bashilele, etc...tout comme il n'y a pas de Yougoslaves, mais des Slovènes, des Serbes, des Croates, des Bosniaques, etc... »²².

Or – et là cela devient vraiment curieux ! – les intéressés eux-mêmes ne semblent pas croire à cette thèse !

Lorsqu'on interroge un Congolais sur la manière dont il perçoit les choses, on reçoit habituellement comme réponse : « Je suis Congolais de l'ethnie X. Je tiens au Congo, mais je voudrais que les X soient mieux représentés dans tous les organes de l'état ». Cela laisse pas mal de problèmes à résoudre, dont certains sont de vrais casse-tête, mais c'est une attitude classique de minorité (toutes les ethnies le sont !) et non une revendication séparatiste.

On a donc affaire à une situation de négation de la nationalité congolaise au nom des « nationalités ethniques », manifestement inventée « en chambre » par des « africanistes en pantoufles », qui est rejetée par une écrasante majorité de Congolais, et que l'on voudrait malgré tout nous faire accepter comme une « description objective » de la réalité locale. « Y a qu'éq' chose qui cloche là-dedans », comme disait l'autre.

Plan, Plan et rata-Plan

Dans le texte de Jeffrey Herbst et Greg Mills, on lit notamment : « *Cela motiverait aussi les Rwandais à considérer le Congo comme un partenaire naturel de développement et de commerce plutôt que comme un problème de sécurité dont on ne peut avoir qu'une approche unilatérale* ».

Affirmer que le commerce, finalement, est la clé de tous les problèmes représente, lorsqu'on s'adresse à un public anglo-saxon, une ce qu'en argot on appelle une « valise », c'est-à-dire une affirmation considérée par le public auquel on s'adresse comme un truisme, une vérité évidente. Il y en a dans toutes les cultures. En France, une solution passera toujours pour bonne si on la qualifie de « *républicaine* ». Outre-manche, comme Outre-Atlantique, le « *free trade* » est la panacée universelle qui guérit tous les maux.

La « valise » oratoire sert aussi, comme le bagage du même nom, à transporter des choses et même parfois des denrées de contrebande. La pseudo-évidence des « bienfaits du commerce » sert à véhiculer l'idée que la RDC et le Rwanda seraient « naturellement » des partenaires économiques.

Le texte de Herbst et Mills est contemporain du « retournement des alliances » survenu dans les derniers jours de 2008, ce qui fait de lui également un contemporain de deux autres textes, connus un peu abusivement sous les noms de « plans » Cohen et Sarkozy. En réalité, ni l'un, ni l'autre, n'ont à proprement formulé un véritable « plan ». Les textes connus sous ce nom sont, respectivement, un article de journal²³ par lequel Herman Jay Cohen avait peut-être surtout l'intention de rappeler son existence à Barrack Obama, et un discours de Nicolas Sarkozy qui reprenait des idées du même ordre.

²² La question est bien sûr : pourquoi cette affirmation serait-elle vraie, alors que l'on n'entend que rarement : « Il n'y a pas de France parce qu'il y a des Bretons, des Occitans, des Alsaciens, des Rouergats et des Ch'timi... ». Le seule réponse claire semble être que la question ne se pose pas lorsque, dans les diverses « nationalités » - en RDC, dans les diverses ethnies – la volonté de rester ensemble l'emporte sur le particularisme, même si celui-ci est dynamique et vivace. Le problème ne devrait donc pas se poser pour le Congo ou, plus exactement, s'il se pose, c'est qu'il est apporté de l'extérieur.

²³ New York Times : *Can Africa Trade Its Way to Peace ?*, NYT, 16/12/2008,



Sans être une nouveauté, le « plan de fin de guerre » imaginé par Herman J. Cohen avait pour but de conférer une réalité juridique à la nouvelle donne géopolitique des Grands Lacs. Tenant compte de l'intégration économique de fait du Kivu au Rwanda et de

l'importance pour l'économie rwandaise de pouvoir continuer à profiter de l'exploitation de l'Est du Congo, il s'agirait d'instaurer un « marché commun » incluant l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, le Kenya et la RDC elle-même. Avec la libre circulation des personnes et des biens, ce « *marché commun* » garantirait aux entreprises des pays membres – comprenons celles du Rwanda, essentiellement – l'accès aux ressources minières et forestières du Kivu contre le versement de droits de douane et de taxes à l'État congolais. Selon M. Cohen, ce « *marché commun* » permettrait à la RDC d'utiliser les ports de l'Océan indien qui sont le débouché naturel des produits du Congo oriental plutôt que ceux de l'Océan atlantique, à plus de 1600 km de là »²⁴. Le plan du lobbyiste américain qui projetait de le soumettre à M. Obama, n'était encore qu'à l'état de simple article, mais il est sans doute conforme à la conception que se font les États-Unis de ce que devrait être la région des Grands Lacs.

L'ouvrage que Sarkozy a brodé sur ce canevas ne se distinguait que par une référence au caractère « bizarre » des ressources minières congolaises, situées si « étrangement » près de ses frontières. On en retirait l'impression que lorsque Dieu a créé l'Afrique et ses mines, il aurait été mieux inspiré en passant d'abord un coup de fil à Sarkozy...

Dans un cas comme dans l'autre, ce sont des monuments d'hypocrisie, dans la mesure où l'intérêt que l'on montre pour les Africains en cause – en l'occurrence, en particulier le Rwanda – fait un peu penser à l'intérêt que les spécialistes de la fraude et du blanchiment d'argent manifestent pour la Suisse ou les Îles Caïman, en prenant l'air de s'intéresser au climat sain des montagnes ou à la douceur de l'air dans les Caraïbes. Le Rwanda intervient fondamentalement comme « plaque tournante » de tous les trafics qui intéressent, fort loin de l'Afrique, les opérateurs de toutes les grandes places financières internationales.

J'ai expliqué par ailleurs²⁵ les origines lointaines de la problématique de l'Est congolais, aussi me contenterai-je ici de les résumer très succinctement.

En 1960, il existait déjà une concurrence pour l'hégémonie dans les Kivu entre les ethnies congolaises (Nande, Shi, Havu...) et des populations d'arrivée plus récente, installés avant la colonisation dans le Bwisha ou originaires du Ruanda/Urundi déplacés sous la colonie. Comme les indépendances du Rwanda et du Burundi mirent en place des régimes ethnistes, les candidats à l'émigration furent en général des membres des ethnies défavorisées (Tutsi rwandais, Hutu burundais).

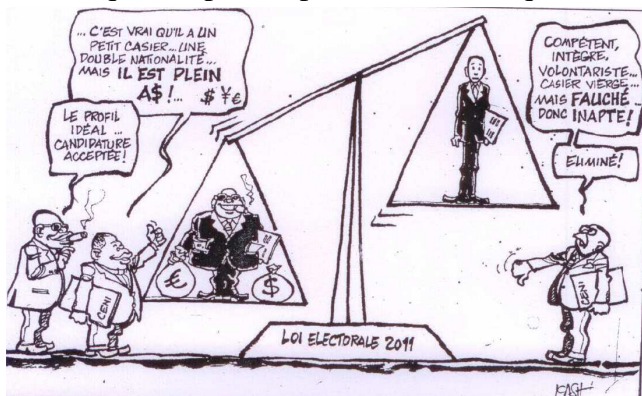
Durant les premières années du régime Mobutu, celui-ci chercha à consolider son emprise sur l'ensemble du pays en recherchant la complicité de minorités locales, fidèles parce que

²⁴ Plan américain de « fin de guerre ». Herman Cohen piège Obama et la RDC, Le Potentiel, 29/12/2008

²⁵ Dialogue « Dossier Est » de février 2009

dépendant pour leur propre sécurité de la protection du Guide. Sans doute en grande partie sous l'influence de Bisengimana, il choisit pour ce rôle, dans les Kivu, les « zairwandais ». Ceux-ci, comme le reste de la bourgeoisie mobutiste, purent s'enrichir de diverses spoliations, notamment à l'occasion de la « zairianisation », à nouveau pour partie au détriment des populations appartenant à d'autres groupes ethniques.

Cela créa entre les « zairwandais » et le reste de la bourgeoisie congolaise des liens de solidarité de classe qui se sont toujours maintenus depuis, puisque cette bourgeoisie, si elle a connu des éclipses, surtout politiques, n'a jamais été chassée du pouvoir, en particulier de celui qui compte : le pouvoir économique.



Dès lors, alors que le contentieux, étant un problème de spoliation, donc de *propriété*, mais qu'on ne pouvait pas y toucher car il n'était pas question pour la bourgeoisie au pouvoir de laisser crier la branche sur laquelle elle était assise, on n'aborda plus jamais la question que sous un angle parfaitement inefficace, celui de la *nationalité* congolaise²⁶, que Bisengimana avait beaucoup trop largement distribuée à ses congénères.

Ce conflit était au départ relatif à la possession de terres agricoles et d'entreprises commerciales. D'autre part, il concernait une population qui n'avait que des relations négatives avec son pays d'origine.

Un double changement va terriblement envenimer les choses.

On va découvrir l'intérêt économique de gisements comme le coltan. Il ne s'agira donc plus seulement du sol mais du sous-sol. Pour le coltan, on estime que le Congo posséderait plus de la moitié des réserves mondiales de ce minerai indispensable à l'électronique de pointe. Dès lors, la RDC attire l'attention d'opérateurs économiques de grande taille, qui ne se seraient pas dérangés pour la production et la commercialisation du manioc ou des petits pois.

Cela se produira malheureusement en une période où, la « guerre froide » s'étant terminée à son avantage, le capitalisme renonce à toute prétention à se montrer « humain » ou « social » et se lance avec un enthousiasme néolibéral dans le « *free trade* » ou ce qui est surtout « *free* », c'est d'exploiter à outrance. « *Free* » peut aussi parfois se traduire par « gratuit », et traduit alors fort bien le point de vue de ces vautours en matière de salaires ou de dépenses sociales : les coûts de production doivent être très bas. L'idéal, ce serait qu'il n'y en ait pas du tout. Léopold II avait raison : rien de plus rentable que le travail forcé.

Entre 1990 et 1994 se produisent les événements qui aboutissent à la prise de pouvoir par Kagame au Rwanda. Celle-ci représente un changement fondamental à beaucoup de points de vue : entrée en fanfare des USA dans une sphère jusque là plutôt dominée par la France, redistribution des cartes dans la région de Grands Lacs. Je ne mentionnerai ici que ce qui a directement trait à notre sujet : le virage à 180° que cela représente, au Rwanda même et dans ses environs immédiats, du point de vue ethnique. La place forte du « Hutu Power » devient une citadelle Tutsi. La question n'est pas de nous demander ici si un racisme a succédé à un autre ou non. Elle est de constater que les « zairwandais » étaient pour la plupart des gens qui

²⁶ En effet, le fait qu'une personne soit éventuellement un faux congolais ne prouve pas qu'il n'ait pas le droit de posséder ce qu'il a. Or, c'est là le fond du problème.

avaient quitté le Rwanda par antipathie²⁷ envers le régime que Kagame venait précisément de renverser. Il y aura donc presque fatalement entre eux une tendance spontanée à la sympathie. D'autant plus que le nouveau régime rwandais manifeste très tôt des visées expansionnistes, notamment en direction des Kivu. Il y a à ce sujet de déclarations publiques²⁸ qui ne laissent place à aucun doute. De ce point de vue, il est bien pratique, pour Kagame, d'avoir un « cheval de Troie » à l'intérieur du Congo.

Dès lors, les bourgeois prédateurs de l'Est du Congo ne sont plus seulement protégés par la solidarité de classe entre nantis de la bourgeoisie congolaise. Ils bénéficient aussi d'un appui extérieur, de la part d'une puissance régionale elle-même protégée par l'hégémonie mondiale américaine. Et les USA sont, par définition, intéressés par les profits miniers et par les technologies de pointe.

Les « plans », genre Cohen ou Sarkozy, visent donc à conférer une réalité juridique à la nouvelle donne géopolitique des Grands Lacs, qui tiendrait compte de l'importance pour l'économie rwandaise de pouvoir continuer à profiter de l'exploitation de l'Est du Congo à intégrer économiquement le Kivu. A la limite, cela pourrait aller jusqu'à instaurer un « marché commun » incluant le Rwanda, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, le Kenya et la RDC elle-même. Mais il s'agit de le faire en reprenant à la balkanisation « classique » et à « l'éléphant malade » ce qu'ils ont de positif, sans tomber dans ce qu'ils peuvent avoir comme défaut.

Il est bien entendu que « qualités » et « défauts » ne s'entendent pas s'entendre ici du point de vue des populations. Pour le sens de ces adjectifs, nous adoptons résolument le point de vue des gens qui comptent... C'est-à-dire des gens qui ont des sous à compter. Est « bon » tout ce qui maximise les profits, « mauvais » tout ce qui accroît les coûts.



²⁷ Antipathie qui n'était pas forcément politique. Il y avait, et il y a toujours, des problèmes économiques graves dans le Rwanda surpeuplé. Etre de la mauvaise ethnie ou de la mauvaise région pouvait être très handicapant dans la recherche d'un emploi.

²⁸ Elles ont été le fait avant tout du Président Pasteur Bizimungu (voir Dialogue, Dossier Est). Mais, même si Kagame se contentait à cette époque d'être l'homme fort en coulisse, alors qu'aujourd'hui il affronte ouvertement les projecteurs, il ne fait aucun doute que déjà à cette époque il tirait les ficelles. Il n'a jamais désavoué ces propos.

La chasse à « l'éléphalkan »

Comme il a été dit plus haut, la « balkanisation » consiste à remplacer un grand ou un moyen état par plusieurs petits ou minuscules. Peu importe. Ce sont toujours des états. Ils sont donc toujours censés protéger leurs citoyens, assurer le maintien de l'ordre, etc... De plus, en tant qu'entités juridiques, les états sont responsables de leurs actes, peuvent être traînés en justice s'ils ont lésé des gens, etc...

Et nous avons dit, à propos des « éléphants malades » que le terme logique du processus, s'il a le loisir de se dérouler jusqu'au bout, ce qui a été le cas au Maroc, mais pas en Chine, ni en Turquie, est l'absorption de la victime dans un empire colonial, ne fût-ce que sous forme de protectorat. La colonisation, elle aussi, a un coût, qui n'est pas mince, ce qui réduit les profits.

Il s'agit de trouver la formule de l'éléphalkan, celle qui cumule les avantages de la balkanisation et ceux de l'éléphant malade et, surtout, en évite les risques. Une formule, donc, où il n'y aurait pas de dépenses de souveraineté, comme dans la balkanisation, ni d'obligation de perdre de l'argent à des « réalisations humanitaires » comme dans les colonies.

Or, la situation qui résulte des hasards de la géographie et de l'histoire est déjà, du point de vue du capital exploiteur, magnifique.

Il y a un pays, la RDC, disposant de ressources minières, non encore exploitées industriellement. Ce même pays ne dispose pas des moyens administratifs et militaires d'exercer sa souveraineté²⁹. Il est dirigé, partout sur son territoire, par une bourgeoisie attentive à son seul profit immédiat. Dans l'Est, cette bourgeoisie spoliatrice a des liens A LA FOIS avec le reste de la bourgeoisie congolaise, par solidarité de classe et avec la classe dominante dans la dictature rwandaise, du fait d'une parenté ethnique. Il ne faut pas attendre, de la bourgeoisie « vraiment congolaise » et qui s'en vante, qu'elle se désolidarise des « zairwandais ». Car déboulonner ceux-ci serait remettre en cause le mécanisme de spoliation mobutiste sur lequel reposent TOUTES les fortunes du pays, même très loin de la frontière Est³⁰. Il n'en est donc pas question : on criera, on gesticulera et on palpera son pourcentage des bénéficiaires comme les autres.

Les liens de solidarité ethnique avec le Rwanda permettent aux pillards de disposer à l'Est d'une frontière perméable. Grâce à celle-ci, le Rwanda peut jouer le rôle de plaque tournante du trafic et d'interface entre les « proxys » africains et les véritables exploiters « en gros », c'est-à-dire un certain nombre d'opérateurs anglo-saxons, mais aussi africains, arabes ou asiatiques³¹, et même un certain nombre de nationaux de l'UE. Que voulez-vous ? L'argent n'a pas d'odeur !

Enfin, détail non négligeable, car il n'y a pas de petits profits, le fait que l'exploitation des minerais est artisanale permet de ne se soucier en rien du salaire ou de la sécurité des mineurs. Au contraire « l'insécurité » permet de recourir à la menace et au travail forcé !

²⁹ Peut-être faut-il rappeler encore une fois que reprendre et sécuriser les Kivu demanderait un demi-million d'hommes, c'est-à-dire plus que l'armée congolaise, et ceci du simple point de vue du nombre, sans parler de l'aspect qualitatif.

³⁰ Ce qui signifie en pratique que c'est à tort qu'on s'empoigne à propos de chromosomes tutsi ou de tests ADN. Les pro-rwandais se reconnaissent à la grosseur de leur portefeuille et à celle de leur voiture

³¹ Pour rappel, le « renversement des alliances », fin 2008, est arrivé à point nommé pour éviter qu'un rapport d'experts de l'ONU sur les « blood minerals », à la fois accablant pour le Rwanda et précis quant à l'identité d'un certain nombre d'opérateurs, ne fasse trop de bruit. Curieux, non ?

Cette situation permet de prévoir que l'on évitera sans doute un certain nombre d'erreurs qui réduiraient à néant ces magnifiques et juteux avantages. Notamment :

1. Même s'il existe un site web des « indépendantistes kivutiens », il ne faut guère s'attendre à une sécession « façon Katanga 60 ». L'un des buts de celle-ci était de laisser entre les mains de l'UMHK de précieuses installations minières et industrielles. Il n'y a rien de tel à protéger au Kivu. Par contre, le fait qu'il soit toujours partie intégrante de la RDC permet d'y maintenir les FARDC qui participent à l'insécurité, nécessaire au recrutement d'esclaves.
2. Il est peu probable que Kagame ait fort envie soit d'annexer tout ou partie des Kivu, soit d'entretenir à sa porte un Kivu indépendant. Encore une fois, cela supposerait des dépenses de souveraineté, un minimum de réalisations sociales qui coûteraient, alors que le rôle de plaque tournante du trafic rapporte et ne coûte rien³².
3. Les Kivu, qui sont très peuplés par rapport à la moyenne nationale congolaise, le sont cependant de manière beaucoup moins dense que le Rwanda. Cela crée ipso facto une sorte de « vide » relatif qui attire fatalement les gens des zones surpeuplées. Il se peut que certains jugent souhaitable que l'Est du Congo joue ce rôle d'exutoire. Il peut même être double : permettre de « lâcher de la pression » en diminuant la pression démographique en général, mais aussi utiliser au Congo des militaires trop remuants. Tout ceci ne demande pas forcément une sécession ou une annexion. Il suffit que par des accords (p.ex. la CEPGL) la liberté de circuler, de travailler, de s'établir, d'investir soient assurés aux ressortissants d'un certain nombre de pays. Compte tenu de sa taille, la RDC sera d'office le dindon de la farce.
4. L'insécurité étant partie intégrante du système productif, basé en partie sur la terreur, il faudrait également que ces accords comprennent des clauses de libre circulation militaire.

Comme on le voit, le nombre et l'importance des aspects relevant du type « éléphant malade » sont bien plus frappants que les aspects rappelant la « balkanisation » proprement dite. Il est en particulier manifeste que les prédateurs ont tout intérêt à ce que la RDC demeure un état faible. Cela est vrai de la RDC dans son ensemble, mais le serait aussi des petits états qui pourraient en être issus par découpage. La faiblesse des états est rentable en gros comme en détail.

Parler de « balkanisation » est, finalement, une opération qui distrait des véritables enjeux. Par ses références historiques, ce mt attire l'attention sur les sécessions territoriales et sur des questions de nationalité, alors que les vrais dangers viennent de tous ceux qui, Congolais ou étranger, servent, non le peuple, mais le capital.

³² Il est tellement préférable de trafiquer plutôt que de produire, que le Rwanda ne met même pas en valeur ses propres gisements de ces mêmes minerais.